

l'élection du défendeur. *Reaves* était absent, mais *Smallman* a été interrogé. Il a avoué que de \$5,000 à \$6,000 étaient passées par ses mains dans cette lutte électorale, et que de cette somme il avait lui-même fourni \$1,000. *M. Edward Harris*, avocat et procureur de cette localité, fait partie d'une société d'hommes de loi employée par la maison *Reaves* et Cie., et l'un de ces associés est l'avocat du défendeur. *Smallman* dit qu'il savait qu'*Harris* travaillait activement pour le défendeur, et qu'il pensait qu'il devait être justement la personne à qui il fallait s'adresser pour avoir de l'argent, et qu'il a reçu de lui \$4,000 en trois ou quatre fois. Il n'a jamais promis de rembourser cette somme pour laquelle il n'a donné ni reçu ni garantie. Personne ne lui a suggéré de s'adresser à *Harris*; jamais le défendeur ne lui a désigné *Harris*. On n'a pu rien faire dire à ce témoin qui pût en aucune manière prouver que le défendeur savait que ces fonds étaient avancés par *Harris*, ni qu'aucune communication ait eu lieu entre *Smallman* et le défendeur quant aux dépenses d'élection dans laquelle *Smallman* était concerné. Il prouva que le défendeur et *Harris* étaient amis intimes; il a dit avoir donné \$1,500 à *Reaves*; \$500 à *Knowlton*; \$250 au Dr. *Hagarty*; \$600 à *F. Fitzgerald*; \$250 à *John Campbell*; \$500 à *Scandrett*; \$100 à *W. J. Thompson*; \$600 à l'échevin *Magee*; \$100 à l'échevin *Partridge, junior*; \$50 à *Hiscox*, et dépensé lui-même \$150.

Il a distribué tout cet argent pour des "fins électorales" sans demander à ceux qui le recevaient quel usage ils allaient en faire.

*M. George Harris* a prouvé la grande intimité qui existait entre son frère *Edward* et le défendeur, et qu'il avait dit à son frère que l'élection ne pouvait se faire sans argent. *Edward* demanda combien il en fallait et le témoin répondit que \$5,000 pourraient suffire. Le témoin a dit avoir promis \$1,000, mais n'avoir rien donné.

Le défendeur a juré positivement n'avoir eu aucune connaissance d'avance d'argent par *Harris*; qu'il n'avait jamais parlé d'affaires de finance avec *Smallman* ou *Reaves*, et qu'il n'avait aucune raison de penser que l'un ou l'autre dépensait de fortes sommes pour lui. Il ne s'est jamais entretenu avec *Harris* à propos d'affaires d'argent concernant l'élection. Il n'a jamais su que *Smallman* fut en communication avec *Harris* et ce n'est que dans les derniers quinze jours qu'il a entendu parler de ce paiement fait par *Harris*. Il a conseillé à ses amis de ne pas dépenser d'argent illégalement ou de ne pas le compromettre. Par respect pour la loi, il n'a jamais payé à boire (*never treated*.) Il a sollicité activement les suffrages, mais il n'a jamais entendu parler d'aucune chose qui pût lui faire supposer que la corruption se pratiquait en sa faveur. L'automne dernier, il a vendu des actions à *M. Harris*, sur le prix desquelles il possède encore un billet de \$10,000 attendant paiement.

*M. Edward Harris* a juré avoir remis \$4,000 à *Smallman* et \$2,000 à *Reaves* pour des frais d'élection. Il a beaucoup de ressentiment contre *M. Carling* et beaucoup d'amitié pour le défendeur. Avant, il n'avait jamais souscrit au-delà de \$5 ou \$10 pour une élection. Le jour de la votation, *Reaves* eût \$2,000. Son intention était de ne pas avancer plus de \$4,000, mais la lutte le surexcita. Il était très intime avec le défendeur qu'il vit tous les jours durant la brigade des suffrages, mais jamais alors il ne lui a parlé d'argent ni depuis l'élection. Il ne croit pas que le défendeur savait qu'il eût avancé de l'argent. Il n'a aucun droit quelconque à réclamer du défendeur aucun de ces deniers, et il n'existe aucune entente en vertu de laquelle il doit être remboursé. Il dit n'avoir jamais donné à comprendre de quelle manière l'argent devait être employé. Il ne s'est pas arrêté à penser qu'il servirait à acheter des voix. La rumeur était que beaucoup d'argent serait dépensé des deux côtés. Le jour de la votation, *Reaves* alla le trouver et lui dit: "Nos adversaires dépensent deux ou trois piastres contre nous une," et sur ce, il reçut \$2,000. Il n'y a que quinze jours qu'il a dit à l'un de ses associés qu'il avait dépensé cet argent.

Il est impossible de lire les témoignages sans rester convaincu que cette avance d'argent faite par *M. Edward Harris* est à la fois illégale et un acte de corruption, et je regrette profondément qu'un membre du barreau ait pu sciemment remettre entre les mains d'hommes sans scrupules une aussi forte somme que \$5,000, qui devait servir à débaucher et corrompre une division électorale. De cette bourse est sorti presque tout l'argent qui, d'après cette enquête révélatrice de tant de faits surpre-